

A propos du NPA-Révolutionnaires

Un accord entre les deux parties du NPA issues de la scission du congrès de décembre 2022 a acté que chacune d'entre elles conserverait le nom de NPA suivi du titre de son journal national, NPA l'Anticapitaliste et NPA Révolutionnaires.

Lors de ce congrès, l'ancienne direction, avec ses porte-parole Philippe Poutou et Olivier Besancenot, a fait le choix irresponsable d'organiser cette scission, excluant de fait près de la moitié de l'organisation qui combattait sa politique d'alliance avec la NUPES.

Cette scission affaiblit l'ensemble de l'extrême-gauche au moment où le regroupement de toutes les forces révolutionnaires et de toutes celles et ceux qui veulent changer le monde s'impose comme une évidence et une nécessité.

Comme nous l'avons écrit dans notre Déclaration adoptée au Congrès : « *Au moment où se profilent les périls réels de militarisation et de durcissement autoritaire des régimes contre les classes populaires, mais où des réactions et capacités d'affirmation se présentent pour notre classe un peu partout dans le monde, il est temps de faire vivre dans les faits un pôle révolutionnaire. De regrouper ces forces, minoritaires mais bien réelles, qui militent pour le renversement révolutionnaire du système. Un système capitaliste qui accumule les preuves de sa faillite à satisfaire les besoins de l'humanité, alors qu'aujourd'hui, parmi les huit milliards d'individus, une majorité est maintenue au bord de la survie. Nous nous adressons à toutes les travailleuses et travailleurs, aux jeunes et moins jeunes, révoltés par le système d'exploitation capitaliste et son cortège de misère, de guerres et d'oppressions : rejoignez-nous pour son renversement et portons tous ensemble sur le devant de la scène l'actualité et l'urgence de la révolution !* »

La revue *Anticapitalistes !* du NPA 33 devient celle du NPA Révolutionnaires 33 et s'inscrit dans cette perspective de continuer le NPA, de le refonder autour de son projet initial de rassemblement démocratique des anticapitalistes et révolutionnaires.

SOMMAIRE

Edito	p.3
Nos vies, pas leurs profits	p.4-6
<ul style="list-style-type: none">• Ras-le-bol sur les salaires à C-Logistics• Plateforme Industrielle Courrier, Cestas• Safran Services : chronique d'une désorganisation• La logique d'un capitalisme parasitaire• Livreurs à vélo, des conditions de travail, de santé et de revenus misérables !	
Dans la santé	p.6-7
<ul style="list-style-type: none">• CHU de Bordeaux, une facture sordide• Clinique de Pau, en redressement judiciaire• Grève à la Clinique Bordeaux Nord• Hospitaliers et personnel d'Ehpad en mauvaise santé	
Dans l'éducation	p.8
<ul style="list-style-type: none">• Mobilisation contre les fermetures de classe et les suppressions de postes	
Politique locale	p.9
<ul style="list-style-type: none">• Escalade sécuritaire : l'aveu de la violence de leur système• Projet LGV Bordeaux-Toulouse/Dax, du plomb dans l'aile...	
Guerre à la guerre	p.10-11
<ul style="list-style-type: none">• Dans les syndicats, guerre à notre impérialisme, les travailleurs n'ont pas de patrie !• Mérignac : projection-débat contre la guerre• « Guerre à la guerre »• A Pessac et ailleurs, tentatives d'embrigadement des enfants de prolétaires.	
Municipales	p.12-13
<ul style="list-style-type: none">• Sur la Métropole, plus de 8000 voix sur 6 communes pour affirmer l'anticapitalisme et que c'est à celles et ceux qui font tourner la société de la diriger !• A Cenon, Lormont, Pessac...• Contre l'extrême droite, lutter contre le capitalisme qui la renforce	
Ecologie	p.14
<ul style="list-style-type: none">• Pestiriv, l'enquête passe, les pesticides restent...• Pure Salmon, un projet « raisonné et respectueux ? »	
Politique locale	p.15
<ul style="list-style-type: none">• Budget du conseil départemental à la trionneuse	
Les nôtres	p.15
<ul style="list-style-type: none">• Un petit mot pour Suzanne	
Internationalisme	p.16
<ul style="list-style-type: none">• Non à Bougival, droit à l'autodétermination en Kanaky !	

Lisez **REVOLUTIONNAIRES**
le journal du NPA Révolutionnaires



<https://npa-revolutionnaires.org/abonnement/>

ANTICAPITALISTES !

CPPAP : 1029 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA-R-33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX - 07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau -23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !**

le mensuel du NPA Révolutionnaires 33

Tarifs abonnement : 20 € (10 n° auprès des comités)
25 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, «soutien» avec envoi postal)

Paiement par chèque à l'ordre de Daniel Minvielle,
en précisant Nom, prénom, e-mail et adresse postale.

Contre la guerre et la vie chère, contre la barbarie capitaliste, l'union internationale des travailleur·es vive le 1^{er} mai !

L'agression criminelle de Trump-Netanyahou avec le soutien de leurs alliés occidentaux contre l'Iran, leur offensive meurtrière au Liban sont une nouvelle étape de la guerre engagée par les Etats-Unis pour tenter de sauvegarder leur domination sur le monde face à leurs concurrents, en premier lieu la Chine. Ukraine, génocide à Gaza, Iran et Liban... l'escalade meurtrière des USA nous entraîne dans une guerre sans fin, prolongement de la concurrence économique pour l'appropriation des richesses et l'exploitation des peuples.

Au drame des milliers de morts sous les bombes, la folie capitaliste ajoute la menace d'une crise économique mondiale dont les premières victimes sont les travailleur·es et les peuples.

Le blocage du détroit d'Ormuz, les destructions des infrastructures pétrolières et gazières, entraînent hausse des prix et pénuries. Gaz, électricité, engrais, produits alimentaires, biens industriels, transports, toute l'économie mondiale est touchée en cascade, menacée de récession, plongeant des populations entières dans de nouveaux drames.

Macron-Lecornu, alliés de Trump, en guerre contre les travailleur·es

La guerre fait « *peser sur notre sécurité collective des risques d'embrasement mondial... Nous vivons une période de rupture, qui appelle à un durcissement de notre modèle* ». Catherine Vautrin, la Ministre des armées, a ainsi justifié la rallonge de 36 milliards d'euros sur la loi de programmation militaire 2024-2030.

Le gouvernement trouve des milliards pour l'armée mais annonce 6 milliards de coupes budgétaires supplémentaires

dans les budgets de l'État et de la Sécurité, en plus de celles déjà prévues pour 2026. Face à la flambée des prix des carburants et à l'inflation, rien ne serait possible, pas question de bloquer les prix et de baisser les taxes, pas question de prendre sur les profits des spéculateurs profiteurs de guerre, comme TotalEnergies qui a réalisé en mars un milliard de dollars en revendant des stocks achetés avant la guerre aux nouveaux prix du marché. Allié des USA et d'Israël contre les peuples, partie prenante des guerres des puissances occidentales pour avoir droit à leur part du butin, l'État français, Macron et Lecornu tentent de nous enrôler derrière la défense des intérêts des multinationales au nom de l'union nationale, un leurre pour les travailleur·es.

Contre la guerre, la vie chère et les licenciements, un même combat contre le capitalisme

La hausse des prix, la multiplication des plans de licenciements, les attaques du gouvernement contre les budgets des services publics et de la protection sociale entraînent la dégradation du niveau de vie des travailleur·es.

Le gouvernement et les capitalistes qu'il sert sont incapables de maîtriser leur propre système qui va droit vers la récession et le krach.

Seules notre mobilisation et notre organisation, dans la perspective d'un changement radical du système, de la prise en main de la société par les travailleur·es et la population, peuvent mettre un coup d'arrêt à la régression sociale, à une marche généralisée à la guerre.

Face à la vie chère, augmentation générale des salaires et de tous les

revenus, indexés sur la hausse des prix !

Face au chômage, partage du travail entre toutes et tous.

Le gouvernement craint la colère qui pourrait exploser, comme celle des Gilets jaunes ou du Bloquons tout du 10 septembre. Partout dans les entreprises, les quartiers, les lieux d'étude, nous pouvons nous réunir, discuter de nos moyens d'action contre la guerre et la vie chère, préparer notre mobilisation générale.

Les travailleur·es n'ont pas de patrie, vive le socialisme !

Partout dans le monde, les travailleurs et les peuples sont confrontés à la barbarie capitaliste. Notre lutte n'a pas de frontières, notre ennemi est dans notre propre pays, le CAC40 et ses serveurs au gouvernement quel qu'il soit, nos alliés sont dans le monde entier.

Ce sont celles et ceux qui font déjà tourner la société et qui luttent pour leurs salaires, leurs conditions de vie, contre les dictatures, contre le racisme, contre toutes les oppressions. C'est la génération Z qui se soulève, les travailleurs et les femmes d'Iran, les manifestant·es du No Kings, celles et ceux d'Amérique latine, les grévistes en Inde et tant d'autres.

Notre combat est commun, l'avenir appartient aux travailleur·es, aux exploité·es, aux jeunes, aux femmes, à la société débarrassée du parasitisme de la minorité riche et parasitaire des milliardaires, du carcan de la propriété capitaliste.

Pour la paix, la justice sociale et la fraternité, vive l'union internationale des travailleur·es pour le socialisme, vive le 1^{er} mai !

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa-r-33.org - 07 83 64 43 49

www.npa-r-33.org

Ras-le-bol sur les salaires à C-Logistics

A l'occasion des NAO, plusieurs grèves ont eu lieu à C-Logistics (filiale logistique de Cdiscount). Le 2 mars, ils étaient 120 grévistes à l'appel d'une intersyndicale CGT, FO, CFDT, rassemblés devant l'entrepôt de Cestas. Le 9 mars, sans la CFDT, les salarié-es avaient décidé de manifester bruyamment à Bordeaux devant le siège de Cdiscount, tout en s'adressant aux salarié-es d'un Monoprix, qui appartient au même groupe Casino.

La direction a terminé les NAO à C-Logistics avec 1,4 % d'augmentation de salaires et la promesse de 20 embauches en CDI. Cela n'a pas entamé la colère des salarié-es pour qui rien n'est terminé. L'agitation sur les salaires continue et l'équipe CGT cherche à prendre des contacts avec les salarié-es du groupe Casino (Monoprix, Franprix, Naturalia,...). Le 7 avril, une cinquantaine de salarié-es ont manifesté à nouveau devant la direction à Bordeaux Bacalan.

Les salarié-es en ont assez des sacrifices et du mépris. Pendant le Covid, ils ont fait face à une explosion des commandes, puis à une détérioration des conditions de travail avec les « licenciements pour inaptitude », les départs de collègues non remplacés, etc. Même chose sur les salaires, où la dette du groupe est venue justifier les économies sur leur dos au profit des actionnaires, à commencer par le plus important, Kretinsky, multimilliardaire en train de s'offrir le groupe Fnac-Darty !

Comme ils l'écrivent en s'adressant aux salarié-es du groupe : « *Partout, la direction de Casino tente de relever la*

situation du Groupe mais à quel prix ? Fermetures, ventes, franchisage, manque d'effectif, rémunération faible et dégradation des conditions de travail... Il va falloir se serrer les coudes ! »

Ils ont bien raison de chercher la convergence, alors que partout les résultats des NAO ont été particulièrement bas. Aujourd'hui, les prix des carburants explosent et l'inflation redémarre. Il n'est pas question d'accepter de payer pour les multinationales comme Total qui profitent de la guerre pour s'enrichir. C'est tous ensemble qu'il nous faudra lutter.

Laurent Delage



Plateforme Industrielle Courrier (PIC) de Cestas

Visite surprise de l'Inspection du travail : la direction en sueur

Mardi 17 mars, aux alentours de 10 heures, trois inspecteurs du travail ont débarqué par surprise à la PIC de Cestas. Un contrôle inopiné, auquel les chefs n'étaient donc pas préparés.

Un contrôle aussi rare que savoureux, les collègues du matin présent-es ont pu remarquer la tête que faisait le directeur, promené par les inspecteurs de chantier en chantier.

Le contrôle se serait terminé par une vérification des raisons du nombre de contrats CDD et intérim. Vu les conditions de travail à la PIC et les pratiques habituelles de La Poste, on est tous convaincus que les inspecteurs ont trouvé du grain à moudre !

Changement d'horaires sans aucune compensation, ça ne passe pas !

Le changement des horaires des brigades pour octobre 2026 se précise. Pour la grande majorité des agents, ce sera une détérioration des conditions de travail, sans aucune compensation. En matin, une bonne partie des collègues devront embaucher plus tôt. Dans les équipes d'après-midi, c'est souvent un jour de repos qui disparaît. Et alors qu'il y a très peu de travail le samedi, pour beaucoup ça sera autant de samedis travaillés.

Mais la direction nous assure « *on a fait des efforts pour vous* », selon ses documents c'est même « *une amélioration des conditions de travail* » ! Si nos horaires décalées sont si bien, ils n'ont qu'à les faire eux, et ils verront si c'est plaisant.

Extraits du Bulletin Inter-Entreprises Pessac-Cestas

Safran Services : chronique d'une désorganisation dans l'aéronautique

Après trois années de forte activité marquées par l'explosion de la sous-traitance, Dassault réinternalise progressivement certaines activités. Cela se traduit concrètement pour Safran Services par la perte d'opérations mécaniques sur le programme Falcon 6X à Mérignac et sur les voilures Rafale à Martignas. Plusieurs salariés se retrouvent sans charge de travail : certains quittent l'entreprise, d'autres sont déplacés temporairement ou contraints d'accepter des reconversions accélérées (moins de 3 semaines !) vers le métier d'électricien, tandis que les intérimaires ne sont pas renouvelés.

La direction Safran de Mérignac met en avant des problèmes de qualité des équipes pour justifier les décisions de Dassault. Sauf que Dassault, comme l'ensemble de la filière aéronautique, y compris en ce moment Airbus Atlantic, sont traversés par les mêmes difficultés. Ces « dysfonctionnements » trouvent en réalité leur origine dans une organisation fragilisée par une croissance trop rapide et à moindres coûts : recrutements insuffisants, recours massif à des contrats précaires et manque criant de salariés expérimentés.

Les quelques travailleurs qualifiés ont dû former les nouveaux arrivants sans temps dédié, tout en assurant la production. La multiplication des niveaux hiérarchiques et des postes managériaux pour soi-disant mieux organiser le travail, n'a rien permis de corriger et la direction n'arrive pas à stabiliser les fonctions qualité. Sur le terrain, des salariés

fraîchement diplômés sont affectés à des tâches complexes parce que « Safran s'est engagé auprès de Dassault » alors qu'ils sont sans expérience suffisante.

Un jeune salarié en a fait les frais et a été licencié, accusé de fautes de qualité, malgré des éléments attestant de sa non-responsabilité. La direction n'a rien voulu entendre, elle visait à casser un trio de « réfractaires » dont le jeune faisait partie. Les « réfractaires » comme l'a dit un cadre, ce qui a choqué de nombreux collègues, sont les salariés qui refusent de travailler hors procédures !

Ce climat social délétère a été marqué par des accusations de harcèlement sexuel et moral impliquant le responsable de site. L'enquête menée par un cabinet extérieur financé par Safran a été partielle et a abouti au maintien de ce dernier, au renouvellement de la confiance de la direction par « communiqué »... tandis que la victime a été isolée car « pouvant potentiellement suborner des témoins » puis remerciée deux mois avant la fin de son contrat de prestataire.

Si certains salariés relativisent encore la situation parce qu'ils viennent d'entreprises encore plus toxiques, d'autres subissent une pression telle qu'elle entraîne des tensions, parfois violentes entre travailleurs.

Sandrine

La logique d'un capitalisme parasitaire

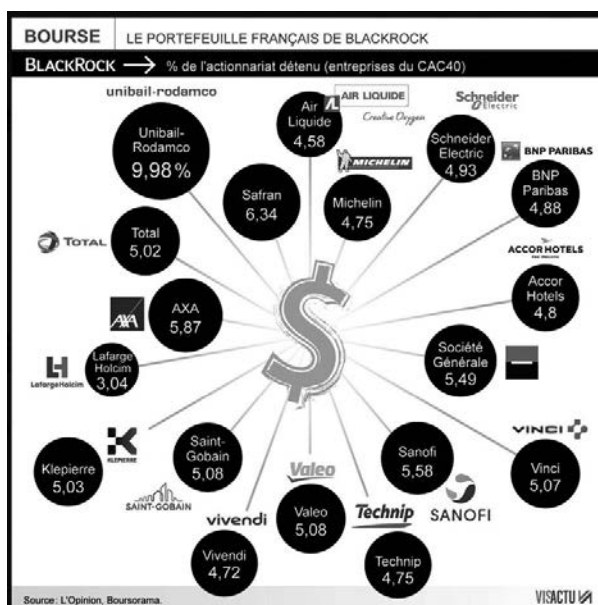
Comme celui de la plupart des groupes industriels dans le monde, le capital de Safran est détenu par une part croissante de fonds d'investissements, spéculatifs, tels que TCI Fund Management à hauteur de 7,3 %, Natixis Investment Manager (5,30 %), The Vanguard Group (3,67 %), Capital research and management company (5,16 %) et sans doute le plus connu, à hauteur de 4,90 %, BlackRock qui gère 14 000 milliards de dollars dans le monde. Ces sociétés financières réclament une part toujours plus importante des bénéfices, redistribuée sous forme de dividendes, sous peine d'aller chercher ailleurs des investissements plus rentables. Safran a ainsi réalisé en 2025 des bénéfices en hausse de 16 % et

en a redistribué 40 % sous forme de dividendes. Comme beaucoup d'entreprises, le groupe complète ces cadeaux aux actionnaires par un rachat d'une

part de ses propres actions, plus de 1,3 milliards d'euros cette année, pour en faire monter le cours.

Ses objectifs pour 2026, sont encore plus ambitieux pour satisfaire l'insatiabilité de ses actionnaires. Mais ils ne peuvent se réaliser que sur le dos des salarié.es, par la compression des coûts dont évidemment le blocage des salaires, la réduction au minimum d'une formation pourtant indispensable, et parfois, mais heureusement rarement, le non-respect des normes de procédure, comme raconté plus haut, qui met en jeu la sécurité.

Une logique qui a conduit chez Boeing à des problèmes de sécurité graves depuis 2019 jusqu'à des accidents d'avions qui ont fait des centaines de morts.



Livreurs à vélo, des conditions de travail, de santé et de revenus misérables !

Médecins du monde vient de publier les résultats d'une étude sur la santé et les conditions de vie et de travail des livreurs à deux roues, menée auprès de plus de 1000 livreurs Uber Eats et Deliveroo à Bordeaux et Paris¹. Réalisée avec l'Association de mobilisation et d'accompagnement des livreurs, le Collectif pour l'insertion et l'émancipation des livreurs, la Maison des livreurs de Bordeaux et celle des coursiers de Paris, l'enquête « révèle un état de santé largement dégradé par des conditions d'exercices indignes ».

Une moyenne de 63 heures de travail par semaine à 5,83 euros brut de l'heure, soit 48 % du SMIC horaire brut, qui est de 12,02 euros !

Pour 63 heures de travail par semaine, les revenus varient entre une moyenne de 770 euros net pour les livreurs locataires de leur compte et 960 euros pour les propriétaires de compte avec un véhicule motorisé. Pour pouvoir survivre, payer les frais liés aux vélos, la location du compte pour ceux qui le louent ou les impôts pour ceux qui en sont « propriétaires », les livreurs font des journées à rallonge, contraints à des conditions de travail éprouvantes et dangereuses. En moyenne, le mois précédant l'enquête, les livreurs de Bordeaux ont parcouru 974 km chacun.

32 % des livreurs interrogés n'ont aucune couverture santé. 21 % d'entre eux vivent



dans des hébergements d'urgence ou des squats. Et l'étude révèle que 85 % expriment une fatigue chronique, 45 % sont en situation de détresse psychologique, 36 % ont des problèmes de dos, 32 % des troubles urinaires...

Dérèglement du travail, exploitation maximale, mise en concurrence, une guerre qui vise tou-ttes les travailleur-ses

En 2024, Deliveroo et Uber Eats se félicitaient de leur rentabilité retrouvée. Au même moment une étude officielle montrait que de 2021 à 2024, suite à des mo-

difications imposées aux livreurs, leurs revenus ont diminué de 22,7 % chez Deliveroo et 34,2 % chez Uber Eats !

Travailleurs particulièrement précaires, dans la plupart des cas arrivés récemment sur le territoire français et, pour une majorité d'entre eux et elles (les femmes sont très minoritaires), sans papiers ou avec des titres de séjour de très courte durée, ils sont surexploités par les plateformes, esclavagistes des temps modernes. Elles imposent le statut de micro-entrepreneurs aux livreurs à qui elles vendent des comptes (jusqu'à deux par personne) que ceux-ci peuvent louer à d'autres livreurs.

Les plateformes savent qu'elles peuvent compter sur la complicité des pouvoirs publics pour le plus grand bonheur de l'ensemble du patronat qui bénéficie de cette déréglementation majeure du travail. Les luttes pour défendre les droits minimum sont particulièrement difficiles pour les livreurs, travailleurs surexploités et privés de quasiment tous droits.

L'enquête menée par Médecins du monde et les autres associations participe de cette lutte en rendant publique la férocité de cette exploitation et en donnant la parole à nos camarades livreurs.

Isabelle Ufferte

¹- <https://www.medecinsdumonde.org/actualite/enquete-livreurs/>

Dans la santé

CHU de Bordeaux, une facture sordide de 3900 euros !

Un homme habitant en Franche-Comté, au chômage, a récemment reçu une facture de 3898,90 € du CHU de Bordeaux. Il venait de retrouver la trace de son fils, décédé quatre mois plus tôt à Bordeaux, alors qu'il était sans domicile. Bien qu'identifié, personne ne s'était soucié de chercher sa famille et son corps était conservé à la morgue de l'hôpital. Le CHU, qui a estimé les frais de conservation à 3900 €, a envoyé la facture au père dans l'incapacité de payer une telle somme qui s'ajoute aux frais engagés pour les obsèques.

Le syndicat SUD du CHU, informé par hasard et outré de la procédure, est intervenu auprès de la direction, sans retour à ce jour. Afin de médiatiser la situation avec l'accord du père, il a lancé une cagnotte sur le net amenant plusieurs journaux et télé à relater la situation. Depuis la médiatisation, la direction du CHU est muette.

Correspondants

Clinique de Pau : annonce brutale d'un redressement judiciaire

Coup de tonnerre dans le groupe GBNA : la direction a demandé le placement en redressement judiciaire de la clinique de Pau, en déficit depuis plusieurs années.

Un plan de « sauvegarde de l'emploi » va être mis en place, soit un plan de fermetures supplémentaires de services et sans doute des licenciements, dans une clinique qui compte 600 salarié-es.

Le groupe avait acheté cette clinique en 2021, pour s'étendre sur la région Aquitaine. Jusque-là GBNA n'était implanté qu'en Gironde.

Comme la moitié des cliniques en France, le groupe (5 établissements sur 12) est en déficit : 13,5 millions en 2024, contre 12,2 en 2023. La clinique de Pau est la plus touchée avec 6 millions de déficit en 2025, contre 2,2 millions en 2024.

Si la santé privée a été une aubaine pour les actionnaires depuis les années 90 au détriment du secteur public, en se gavant d'aides publiques et notamment de « subventions Covid », ces dernières années, l'accélération de la politique de santé austéritaire touche de fait aussi les

cliniques privées. Les profits ne sont pas aussi garantis !

A la clinique de Pau, le nombre de naissances est passé de 1200 à 900 en 6 ans. Concernant les Urgences, l'objectif de 25 000 passages par an n'a pas été atteint.

Une des alertes des salarié-es et des élu-es du personnel, concernant le manque de personnel et la fuite du personnel vers l'hôpital de Pau, n'a pas été prise en compte. Des salarié-es ont choisi de partir à l'hôpital où l'herbe n'est pourtant pas plus verte mais où les salaires peuvent être de 300 € plus élevés. Dans le groupe, les salaires stagnent depuis des années, ce qui avec l'inflation entraîne une grosse perte de pouvoir d'achat.

Déficit ou pas, le groupe mène une même politique offensive de rentabilisation dans toutes les cliniques, avec des « experts » recrutés pour cela. Avec pour effet de dégrader les conditions de travail et accélérer la fuite du personnel.

A la clinique Bordeaux Nord, en déficit de 5,4 millions en 2025, contre 6,2 en 2024, la direction a annoncé vouloir arriver à l'équilibre en 2026... On sait

ce que ça voudra dire. Aussi le 20 avril, des salarié-es soutenu-es par la CGT ont décidé de se mettre en grève.

GBNA assure 20 % des soins en Gironde et 14,2 % dans les Pyrénées atlantiques. Si l'accès aux soins est réduit, où iront les patients ? L'activité ne pourra pas être absorbée par l'hôpital.

Cette situation est le fruit de la marchandisation et de la financiarisation de la santé au mépris des intérêts de la population et des salarié-es.

Il ne peut y avoir d'issue sans remise en cause des intérêts privés, sans leur expropriation et l'intégration de tous les établissements et services de santé dans un même service public sous le contrôle des travailleur-es du secteur, tous statuts confondus, et de la population. Avec des financements qui permettent de reconstruire un service de santé sur l'ensemble du territoire pour répondre aux besoins de la population qui ne cessent de grandir. Ce n'est pas l'argent qui manque dans la société !

Isabelle Larroquet

Conditions de travail, salaires, Grève à la clinique Bordeaux Nord

Depuis le 20 avril, les salarié-es de Capnova, service ambulatoire de la Clinique Bordeaux-Nord, et quelques salarié-es d'autres services, soutenu-es par la CGT, sont en grève. Elles et ils entendent dire stop aux conditions de travail dégradées et exigent la création de 2 postes, le remplacement des absences, l'application d'un accord d'habillage et de déshabillage, une prime de 125 € bruts pour les salarié-es de Capnova et une augmentation de salaire pour tous-tes les salarié-es de la clinique, sans oublier le paiement des jours de grève.

Cela faisait des mois que les collègues dénonçaient les dysfonctionnements, les cadences infernales, sans succès. La direction répond qu'elle fait ce qu'elle peut... Pas d'autre solution que la grève !

Résultat : des examens et des interventions annulés et une grande fébrilité côté direction. Même si elle a « contraint » des cadres à tenter de remplacer les grévistes, ça n'a pas tourné comme d'habitude !

Une délégation de grévistes a relayé les revendications lors d'un rendez-vous avec la direction. Pour l'instant, celle-ci dit qu'elle reverra les organisations, et a uniquement accepté de négocier



l'accord d'habillage (4 à 5 jours de repos par an). Pour la prime elle renvoie aux NAO (négociations annuelles obligatoires) qui débutent le 19 mai...

Les salarié-es, fier-es de leur mouvement, ont décidé en AG mardi 21 de poursuivre leur grève en demandant un engagement ferme sur la prime. A suivre...

I.L.

Mobilisation contre les fermetures de classe et les suppressions de postes

En Gironde, une saignée sans précédent dans les effectifs était programmée par la direction départementale de l'éducation (DSDEN) : 148 fermetures de classes dans les écoles maternelles et primaires, ainsi que 42 suppressions de postes dans le 1er degré, 28 postes supprimés dans les collèges et lycées, et 29 postes de profs sont détournés pour financer les « pôles d'appui à la scolarité », c'est-à-dire retirés de leur fonction d'enseignement pour la gestion des affectations des AESH auprès des enfants. Il s'agit de l'application du budget d'austérité de Lecornu qui prévoit 4018 suppressions de postes à l'échelle nationale.



Devant l'école des Eglisottes, contre la fermeture d'une classe

Les coups de colère et les mobilisations par école ont commencé depuis le mois de mars... attendant un appel à une mobilisation d'ensemble tardivement programmée par l'intersyndicale le 31 mars. Nous y étions plus de 600 pour manifester du Rectorat jusqu'à la DSDEN.

Et les slogans visaient plus large que l'éducation et les effectifs. Le tract de la CGT Educ faisait le lien avec la question globale du recul social : « contre le budget de guerre et l'austérité, on riposte », une conviction de plus en plus exprimée que nos luttes immédiates ne pourront l'emporter qu'en s'affrontant au problème global de la politique et du pouvoir au service de l'aristocratie financière et de l'économie de guerre. A l'échelle nationale, selon la FSU la grève a été suivie par 30 % des profs du premier degré et 25 % dans le second degré, mais dans certains établissements particulièrement touchés, la grève a été massive.

Au collège de Capeyron à Mérignac, ils étaient 96 % de grévistes avec des banderoles pour dénoncer les deux fermetures de classes, une 3^{ème} et une 5^{ème}. La situation de ce collège révèle l'hypocrisie de la DSDEN. Les deux fermetures sont prévues alors que les effectifs passeront de 488 élèves à 519 prévus en septembre. Les profs dénoncent : « en 3e et 5e, on va passer de 25-26 à 31 élèves par classe. Et il faut ajouter les élèves en dispositif Ulis, en difficulté, et leurs accompagnants (AESH) qui ne sont pas comptabilisés. Ça sera plutôt du 32-33 ». Un choix cynique qui aggravera encore les difficultés pour apprendre et pour enseigner.

Les luttes établissement par établissement se multiplient. Dans la manifestation, il y avait plusieurs groupes de parents d'écoles primaires rurales mobilisés contre les fermetures, comme aux Eglisottes.

Le lendemain de la manifestation, une réunion de la DSDEN a annoncé que sur les 148 fermetures de classe prévues, 14 sont abandonnées. Ce petit recul est dû à la mobilisation, mais on est loin du compte.

Les arguments du pouvoir pour justifier la saignée renvoient à la baisse démographique qui fait qu'il y a moins d'élèves dans le primaire... avant que cette baisse touche à leur tour le secondaire et le supérieur.

L'argument ne vaut rien dans une école qui manque de tout. Comme nous l'avons fait clairement entendre la baisse démographique doit permettre de réduire les effectifs, c'est la première étape pour relancer une éducation digne de ce nom. Les raisons de la colère se multiplient, comme le montrent les mobilisations sur Marseille, en région parisienne, celles ici contre la casse de l'organisation du travail des remplaçants dans le 1^{er} degré (voir Anticapitalistes n°136), celles des AESH, des AED... Une colère que nous souhaitons voir éclater après les vacances de printemps, en convergeant dans un vaste tous ensemble.



Au collège de Capeyron, à Mérignac, contre la fermeture de deux classes

Correspondant

Escalade sécuritaire : L'aveu de la violence de leur système

Le premier acte de Cazenave nouveau maire de Bordeaux a été de recevoir ses amis Lecornu et le ministre de l'intérieur Nunez, une visite principalement consacrée à la « sécurité », dont il avait fait la priorité de sa campagne, tout comme la majorité des maires de droite et aussi de gauche. 31 d'entre eux étaient conviés à venir décliner toutes les « incivilités », l'« insécurité » dans leur commune, pour revendiquer davantage de moyens de police, nationale ou municipale. Tous les parlementaires girondins étaient présents : Nicolas Thierry (Vert), Nathalie Delattre, jusqu'à Edwige Diaz du RN.

Cazenave a fait une campagne de surenchère sécuritaire, pour un « plan Marshall » de la sécurité. Hurmic a armé une partie de la police municipale, une cinquantaine d'agents, lui veut armer la totalité des policiers municipaux, augmenter leur nombre et revoir à la hausse les budgets sécurité, autour de 20 millions d'euros, contre 16 millions actuellement. Le jour de son installation à la mairie, sa première sortie officielle a été à la brigade de nuit de la police municipale.

Tous les maires des grandes et moyennes communes reprennent cette démagogie sécuritaire qui prétend répondre à une insécurité qui, elle, est avant tout sociale, en particulier dans les banlieues les plus populaires les plus touchées par le chômage, la précarité, l'absence d'avenir pour la jeunesse. Le dauphin socialiste de Touzeau à Lormont par exemple s'est reconverti à l'armement de la police municipale, ainsi que d'autres de la Métropole, comme Mérignac.

Devant le parterre d'élus, tous gagnés à la cause, Lecornu a présenté le projet de loi des polices municipales et le projet de loi Ripost qui « vise à créer un choc d'autorité », « un choc d'efficacité », avec « des mesures pénales renforcées », des « procédures administratives dissuasives » et « un renforcement des moyens des forces de sécurité intérieure », pour lutter contre les rodéos sauvages et autres protoxyde d'azote, rave parties, violence dans les stades ou occupation de squats. « On s'est mouillé pour avoir un budget, on va se mouiller pour qu'un certain nombre d'outils législatifs arrive », a-t-il promis aux élus.

L'armement des polices municipales s'accélère



La gauche alimente les mêmes fantasmes pour justifier le tout sécuritaire, comme le maire socialiste de Toulonne qui a vu l'été dernier « des jeunes de Bordeaux arriver en Ferrari ou en Porsche pour jouer au foot sur les terrains de sa commune », ou celui de Libourne, désarmé « par rapport à la consommation de joints ou le petit trafic face à des PM qui ne peuvent strictement rien faire ».

Christine Bost, maire PS d'Eysines et présidente de la Métropole, constatant qu'on « assiste à un basculement de la société depuis les 5-6 dernières années », et expliquant qu'elle devrait recruter dix policiers municipaux supplémentaires, a quant à elle déclaré : « Le projet de loi que vous portez est bienvenu ».

L'armement des polices municipales a explosé : 58 % des policiers municipaux sont aujourd'hui armés. Près de 20 % de plus qu'avant 2015. Une loi prévoit de leur donner encore plus de pouvoir de police, administrative et judiciaire. Une escalade sécuritaire qui est la seule réponse de l'Etat à la régression sociale, à la dégradation des conditions de vie des classes populaires dont il est responsable, et à la crainte qu'elles leur inspirent.

Christine Héraud

Projet LGV Bordeaux-Toulouse/Dax, du plomb dans l'aile...

Le Conseil d'orientation des infrastructures (COI) a établi à la demande du gouvernement un rapport sur les « grands projets ferroviaires, routiers et fluviaux du pays ». Tout un chapitre y est consacré à la ligne LGV Bordeaux-Toulouse/Dax. Son projet est passé au crible sur le plan des délais, jugés irréalistes ; des effets sur l'environnement, sous-estimés ; des coûts, qui devraient être réévalués de + 20 % ; des perspectives de fréquentation, revues à la baisse, ce qui rend sa rentabilité douteuse...

Quant à la participation financière de l'Etat, compte tenu du contexte budgétaire général, elle « sera difficilement mobilisable à la hauteur et dans le cadre auxquels il s'était pourtant engagé. » Cela d'autant que la commission insiste par ailleurs sur la nécessité de mettre la priorité sur la rénovation du réseau existant,

« aux infrastructures vieillissantes et fragilisées par le réchauffement climatique », selon les termes de SNCF Réseau qui vient de lancer, pour 2026, un plan de travaux « lourds et indispensables »... En clair, il est possible que l'Etat se désengage du projet faute de moyens budgétaires, ce qui signifierait l'abandon pur et simple, à moins d'établir un PPP (partenariat public privé) dont il resterait à trouver les partenaires.

Tout cela conforte les arguments des opposants qui se battent depuis des années contre le projet de LGV, au grand dam de ses super-promoteurs et président-es de Région, Delga et Rousset, qui ont demandé à Lecornu de « clarifier la position de l'Etat »... A suivre.

Daniel Minvielle

Dans les syndicats

Guerre à notre impérialisme, les travailleurs n'ont pas de patrie !

Dans nos équipes syndicales à la CGT, nous avons été un certain nombre à discuter de l'expression d'une prise de position publique d'indépendance de classe face à la guerre dans la santé, l'éducation ou à l'Union locale de Pessac.

En effet, la direction confédérale de la CGT est contre la guerre mais elle ne remet pas en cause la production militaire française. Elle en appelle au respect du droit international, piétiné aujourd'hui par Trump, mais sous le couvert duquel ont été perpétrés le génocide à Gaza pour le compte des Etats-Unis à l'époque de Biden et bien d'autres guerres présentes et passées.

Le communiqué de la CGT santé privée disait :

« Cette guerre [...] s'inscrit dans la continuité de la guerre en Ukraine, du génocide du peuple palestinien, des menaces contre le Groenland et Cuba, du rapt de Maduro au Venezuela. C'est une guerre sans fin des États-Unis et de leurs alliés pour sauvegarder, au mépris des peuples, leur domination sur le monde, leur volonté de s'approprier des richesses, face à la concurrence économique chinoise.

Macron [...] a envoyé le porte-avions Charles de Gaulle sur place. Les ravitailleurs américains sont aussi autorisés à utiliser la base militaire d'Istres [...]

Dénoncer cette guerre, c'est combattre notre propre gouvernement complice, c'est être solidaires des classes populaires iraniennes dans leur lutte, leur intervention directe pour en finir avec la dictature des Mollahs ».

Il ne suffit pas en effet, de dénoncer l'augmentation faramineuse du budget militaire aux dépens des salaires et des services publics.

Nous avons besoin de rejeter aussi l'union sacrée que gouvernement et patronat voudraient imposer aux travailleurs, d'être solidaires de leurs patrons, de la France, de façon de plus en plus autoritaire, face aux travailleurs d'autres pays, en

leur faisant produire des armes pour tuer d'autres pauvres.

Comme concluait en février une prise de position de la CGT ArianeGroup d'Issac, entreprise du complexe militaro-industriel, cela pose le problème de qui contrôle et décide de la production, d'où la nécessité de s'organiser syndicalement mais indépendamment des directions syndicales :

« Prenons conscience de notre force collective et de notre capacité d'auto-organisation ; nous avons les savoirs et les compétences, nous maîtrisons les machines et les logiciels. Nous pouvons être autonomes contrairement à la Direction et aux actionnaires qui vivent aux crochets de notre travail ».

Cela « nécessite le tissage de solidarités et de liens forts entre travailleurs. Ne nous empêchons pas de les penser et de les construire ».

Correspondance

Extrait d'un tract de la CGT Educ'action 33, fin mars

Alors que l'École publique manque d'enseignant-es, de personnels d'éducation, de moyens matériels et de formation, **le gouvernement choisit de privilégier le réarmement**. Le budget des armées dépasse désormais celui de l'Éducation nationale : **un symbole lourd de sens**. On investit massivement dans la préparation de la guerre, pas dans l'avenir de celles et ceux qui apprennent. Nous découvrons dans la presse que Macron souhaiterait rétablir un « service militaire volontaire ».

Le budget d'austérité prévu par le gouvernement, épargne donc **l'armée et les riches**, en s'attaquant "en même temps" non seulement à la jeunesse et aussi aux travailleur-euses, qu'ils soient actif-ves, privé-es d'emploi ou retraité-es.

Pour préparer les travailleur-ses à la guerre, il faut faire la guerre aux travailleur-ses.

Dans ce contexte, les « **classes défense** » et toutes les scènes prévisibles auxquelles elles ont donné lieu sont les symptômes d'un **projet politique assumé**. L'intervention récente d'agent-es pénitentiaires dans un lycée, qui a dégénéré dans la violence, en est une **illustration glaçante**.

C'est pourquoi la CGT Educ'Action 33 **dénonce fermement** les conventions signées entre les armées, les forces de sécurité et les établissements scolaires, conventions qui **ouvrent la porte à la militarisation progressive de l'École**, à la normalisation de la présence de l'institution militaire auprès des élèves et à l'instrumentalisation de l'éducation à des fins idéologiques. Partout, les personnels doivent refuser ces conventions et les interventions en classe.

Mérignac : Projection-débat contre la guerre

Nous avons l'objectif avec quelques camarades de discuter de pourquoi les guerres et le militarisme sont en plein boom en ce moment, et nous avons organisé cette projection-débat le 15 avril où nous nous sommes retrouvés à une petite quinzaine.

La vidéo faisait le lien entre l'évolution du capitalisme financiarisé qui atteint un stade de sénilité, d'effondrement, et les guerres qui font partie des stratégies de survie du capital, cherchant à relancer la machine par l'« économie de guerre » qui subventionne le patronat à coup d'argent public, et utilisant la violence pour s'emparer des richesses, contrôler les voies commerciales, soumettre les peuples. Une logique destructrice qui

montre l'affaiblissement de ce système incapable de progrès... et qui ouvre la voie à des possibilités révolutionnaires.

Le débat a permis de revenir sur la concurrence entre les USA, la France et la Chine pour dominer les pays africains, ou sur la propagande chauvine que nous subissons ici pour nous faire adhérer aux intérêts de notre bourgeoisie, notre ennemi principal. C'est surtout la question de la révolution qui a été discutée : quoi faire ? comment réagir ? quel programme ? quel nouveau pouvoir contre le capitalisme ? Une discussion prolongée autour d'un pot convivial... et qui ne demande qu'à être poursuivie.

Correspondant-es

« Guerre à la guerre »

De jeunes militant·es de la coalition Guerre à la guerre, dans le cadre de leur campagne « *Guerre à Thalès* », avec Stop Arming Israël et d'autres du NPA-R, RP, LFI, CGT, SUD, UJFP, Palestine33..., ont organisé le 21 avril une distribution de tracts bloquante dans la zone industrielle de Mérignac, devant l'usine Thalès, en direction des salarié·es de l'armement.

Ils souhaitaient alerter sur l'implication particulière de cette usine dans le génocide à Gaza au moment où partait une nouvelle flottille de solidarité. En effet, Thalès vend des composants pour des drones israéliens, du matériel à Frontex...

Les « *maillons de la chaîne* » au service du génocide et des guerres représentés sur leur banderole étaient Safran,



Ariane, Dassault, Capgemini, mais aussi une myriade d'organismes et sociétés

publics et privés (labos de l'Université de Bordeaux, Bordeaux INP, LCTS, ...), des start-up et PME (Technowest, Exxelia...), employant plus de 30 000 personnes en Gironde.

Ils dénonçaient aussi l'État en tant qu'actionnaire et client de contrats d'armement.

Durant l'action, où nous étions une cinquantaine, l'AG de lutte a déployé une banderole « *Guerre à notre impérialisme* ». Nous avons diffusé un tract préparé par les camarades de la CGT Ariane Group Issac avec le soutien du groupe Guerre à la guerre appelant les travailleurs de l'armement à combattre le nationalisme, à s'organiser pour contrôler la production.

Correspondantes

A Pessac et ailleurs, tentatives d'embrigadement des enfants de prolétaires Ni chair à patrons, ni chair à canons !

« *Un drapeau patriotique remis aux élèves de la classe Défense du collège François-Mitterrand* » titrait le journaliste de *Sud-Ouest* à propos de la « *belle cérémonie* » au son de la Marseillaise organisée le 4 avril par l'armée et l'académie de Bordeaux dans ce collège pour, explique le journaliste, « *marquer l'engagement des jeunes pour les valeurs de la République* »...

Depuis trois ans, une « *classe Défense* » (il y en a 83 dans des lycées et collèges du département) a été mise en place en

partenariat avec l'armée de terre dans ce collège qui accueille les enfants des cités très populaires d'Arago et de la Châtaigneraie. « *Nous sommes là pour donner une seconde vie à ce drapeau, nous en prendrons soin car c'est un grand honneur pour notre collège. Nous nous engageons à transmettre ses valeurs aux élèves* » a cru bon de déclarer la principale du collège !

Le général, chef de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, s'est réjoui : « *C'est toujours une bonne chose de voir des jeunes s'engager au service du pays, d'étudier les valeurs de la République et d'honorer ce drapeau en cette période de crises graves* ».

Rompons les rangs !

IU

Les « *classes de défense et de sécurité globale* » ont concerné 30 000 élèves en 2025. Elles reposent sur une convention entre une classe et une unité militaire pour organiser la venue des militaires dans l'école, des élèves dans la caserne, des cérémonies, rallyes, visites, correspondances, voyages... largement financé par l'armée.



Municipales sur la Métropole

Plus de 8000 voix sur 6 communes pour affirmer l'anticapitalisme, et que c'est à celles et ceux qui font tourner la société de la diriger !

Le NPA-R-33 présentait quatre listes sur Bordeaux, Cenon, Lormont et Pessac. Si nos résultats ne nous ont pas permis d'avoir des élu-es cette fois, les 1197 voix obtenues témoignent d'un réel courant avec des scores notables sur Lormont, 5,27 % des voix -alors que se présentait également LO, 2,96 %- ou à Cenon avec 4,47 %. A Bordeaux, la liste du NPA-R obtenait 0,21 %, à Pessac 1,72 %.

Lutte Ouvrière, qui sur la Métropole présentait des listes à Bègles, Bordeaux, Lormont et Mérignac y a rassemblé un total de 1133 voix et Révolution Permanente 895 voix sur la ville de Bordeaux. Quant à la liste conduite par Philippe Poutou pour le NPA-A à Bordeaux, en indépendance de LFI, elle a obtenu 5152 voix et 5,14 %¹.

Au total, sur ces 6 communes, ce sont 8275 voix qui ont clairement affirmé le rejet du capitalisme, de l'exploitation, des oppressions, des idées réactionnaires et des politiques guerrières, militaristes et nationalistes. Des voix qui ont exprimé la rupture d'une fraction du monde du travail, des classes populaires et de la jeunesse avec les partis et logiques parlementaristes et les manœuvres politiciennes. Cela malgré une abstention record (43 % à l'échelle nationale aux deux tours) particulièrement marquée dans les quartiers et cités populaires, marque du désaveu des institutions. Et malgré l'incapacité actuelle des organisations révolutionnaires à s'unir, comme à Bordeaux avec 4 listes révolutionnaires, présentant au total plus de 260 candidats.

Un acquis pour la suite et œuvrer à l'unité des forces révolutionnaires

Même si les élections ne sont pas le terrain des révolutionnaires, elles sont l'occasion d'y porter la voix du monde du travail, de la révolte, les exigences de celles et ceux qui font tourner la société, et de permettre d'affirmer ces idées, y compris sur ce terrain. Les résultats des municipales, aussi modestes soient-ils, représentent un acquis alors que l'offensive sociale, économique, politique et réactionnaire, la banalisation du racisme, du nationalisme, de la xénophobie battent leur plein sur fond d'intensification de la guerre. Ils témoignent d'une attente vis-à-vis des révolutionnaires, d'une recherche de perspectives en dehors des institutions.

Mais donner de la crédibilité à nos idées, donner confiance au monde du travail, à la jeunesse passe par la remise en cause des rivalités et des pratiques autocentrées de chaque organisation qui ne peuvent que repousser.

Alors que le monde bascule, les acquis de cette campagne peuvent être un point d'appui, une étape vers un front démocratique des révolutionnaires dans la perspective d'un parti révolutionnaire, parti de l'émancipation par et pour les travailleur-es. C'est dans un tel processus que pourront se mener les débats qui nous traversent en appelant les travailleur-es, les jeunes à s'en emparer.

Isabelle Ufferte

1- Bordeaux est la seule ville où le NPA-A s'est présenté de façon indépendante de la gauche institutionnelle

Contre l'extrême droite : lutter contre

Profitant du discrédit des partis institutionnels et d'un matraquage médiatique sécuritaire, l'implantation du RN s'est renforcée lors des municipales, de façon inquiétante sans pour autant être un raz-de-marée.

En Gironde, il a présenté ou soutenu 55 listes, contre 25 en 2020, et il a emporté deux petites mairies dans le Blayais à Saint Savin (3500 habitant-es) et Laruscade (2800).

Le RN, qui s'affiche avec le grand patronat espérant devenir son meilleur serviteur, a prétendu soutenir les colères « locales », comme avec sa démagogie en direction des petits vignerons frappés par la crise agricole qui a entraîné arrachages de vignes, pertes de revenus, faillites, et chômage... dont les principaux bénéficiaires sont les grands groupes financiers.

Idem avec le recul des services publics dans le Blayais, orchestré par la gauche qui détenait ces mairies depuis longtemps. Le RN, qui veut faire des économies sur le dos des services publics, n'était pas gêné pour afficher son soutien à la contestation contre la fin du ramassage des ordures ménagères à domicile.

Plusieurs villes importantes ont donné de gros scores au RN. A Saint André de Cubzac (13 000 habitant-es), il est arrivé en tête au premier tour. A Pauillac (5200), il a manqué l'emporter de 40 voix au second tour. Et aussi Lesparre Médoc (5900) 38,70 % ; La Réole (4500) 34,05 % ; Langon (7700) 22,04 %, y compris des villes dites riches comme Arcachon (11500) 13,04 % ou Cestas (16700) 14,83 %.

Dans la métropole, les scores ont été souvent inférieurs à

A Cenon

Notre liste « *C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !* » a recueilli 274 voix, soit 4,47 %. Ce score n'a pas permis que notre élue ait un nouveau mandat, ainsi que cela serait possible avec un scrutin à la proportionnelle. De nombreux électeurs ont manifesté par le vote leur solidarité avec LFI victime de l'acharnement réactionnaire du pouvoir, de la droite et de l'extrême-droite pour son soutien au peuple palestinien.

Une large fraction de la population des quartiers populaires a exprimé son écœurement de la politique politicienne, locale ou nationale en s'abstenant massivement, comme à la Marègue (78 % d'abstention) ou sur le quartier Palmer (70,8 %), plus de 60 % sur l'ensemble de la commune. De nombreux-es habitant-es qui n'ont pas la nationalité française, alors qu'ils-elles travaillent et paient des impôts ici, sont de plus exclu-es du droit de vote.

Nous étions la seule liste à exprimer clairement la colère du monde du travail contre le pouvoir des milliardaires et la guerre, et les intérêts internationalistes des travailleur-es. Des idées que nous allons continuer à défendre avec les camarades de la liste, ses sympathisant-es et celles et ceux qui les partagent, avec le groupe « *C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !* » qui prend le relais de notre comité de campagne.

A Lormont

Le premier tour des élections a révélé que des prises de conscience se font dans la jeunesse et parmi les travailleurs dans les quartiers populaires. La guerre en Palestine, et maintenant au Liban et contre l'Iran, la régression sociale due aux politiques d'austérité, la montée de l'extrême droite révoltent et inquiètent. Nous l'avons bien vu pendant la campagne.

L'abstention est toujours très forte, mais moindre, avec 45 % de votants et nous avons recueilli 5,27 %, 293 voix, plus de voix qu'en 2020 -même si nous n'avons pas d'élus à cause d'un second tour.

Nous avons naturellement intitulé la liste « *C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons* », slogan des ATSEM en grève en septembre face à la majorité municipale de gauche, prenant ainsi leurs affaires en main contre une réorganisation de leur travail, produit de l'austérité.

Une majorité adaptée au discours sécuritaire, pour l'augmentation des effectifs de la police municipale et son armement, face à deux candidats policiers, un du RN et un populiste de droite.

Alors qu'une liste de révolutionnaires unis aurait pu envoyer un message plus clair et offensif, nous avons regretté que LO ait présenté sans aucun échange une autre liste, obtenant 2,96 % et 165 voix.

Le comité de campagne devenu « *comité C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons* » continue ses activités avec en projet de nouveaux affichages, une initiative de discussion avec la population en plein air, une projection-débat... La campagne est finie mais pas la lutte.

A Pessac

A Pessac, la liste « *Anticapitalistes et Révolutionnaires* » présentée par le NPA-R a obtenu 417 voix, soit 1,72 %.

Au-delà du score, pas du tout ridicule à notre niveau, l'acquis de la campagne a été de pouvoir réunir 49 personnes pour composer la liste et à travers cela constituer un groupe de camarades venant de diverses histoires, militant-es syndicalistes, associatif-ves, engagé-es dans la solidarité avec les personnes étrangères, dans les luttes féministes, antivaldistes... Certain-es avaient déjà été candidat-es mais, pour beaucoup, il s'agissait d'un premier engagement politique. Les liens créés au cours de la constitution de la liste puis de la campagne, dans les réunions, les discussions autour des tracts, de la profession de foi, de l'intitulé de la liste sont un acquis important pour la suite, avec la volonté de contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires sur la commune. Et avec la fierté d'avoir porté ces idées et des retours que les un-es et les autres avons de voisin-es, d'ami-es, de collègues... La suite est à écrire.

le capitalisme qui la renforce

10 %, comme à Bordeaux (7,02 %), même si à Mérignac, avec 17,52 %, le RN a profité du recul des listes d'union de la gauche et d'union de la droite, ou à Lormont où il a atteint 16,73 % (20,47 % en 2020) voyant une partie de son électorat siphonné par une candidature « citoyenne » flattant les mêmes préjugés.

Le RN participe et profite du climat sécuritaire, prétendant défendre ainsi les classes populaires. En réalité, il est au service de l'aristocratie financière et postule pour devenir ses petits vassaux. C'est toute la stratégie engagée par Diaz en Gironde depuis plus de dix ans pour se rapprocher des notables de la droite en rupture avec leurs partis. Ce choix de « respectabilité » met en lumière que la démagogie populiste du RN est à l'opposé des intérêts des classes populaires.

Face au danger de l'extrême droite, l'urgence est au rassemblement de toutes celles et ceux qui veulent faire entendre, contre lui et tous ceux qui sont en concurrence sur le même terrain réactionnaire au service de la bourgeoisie, que la seule issue aux « colères populaires » ne pourra venir que d'une lutte des travailleur-ses et des classes populaires pour leur propre pouvoir, seul à même de prendre l'argent du capital pour développer les services nécessaires à la population, ou soutenir la petite paysannerie avec des crédits publics gratuits.

François Minvielle

PestiRiv : l'enquête passe, les pesticides restent...

Une enquête récente, PestiRiv, menée par l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) et Santé Publique France, a « révélé »... ce que tout le monde savait déjà : « *L'exposition aux pesticides est globalement plus importante pour les personnes vivant à proximité des vignes [...] elle augmente lorsque la distance entre le logement et la vigne diminue et lorsque la quantité de pesticides utilisée augmente* ». L'étude, menée sur 6 régions viticoles, a concerné quelques 3000 personnes, dont 750 enfants et 300 vigneronnes et porté sur 56 produits phytosanitaires.

Le rapport ne fournit aucune information sur l'état de santé des populations concernées ni sur les risques sanitaires encourus. Il ne propose la suppression d'aucun produit phytosanitaire. Tout au plus conseille-t-il aux vigneronnes de « *limiter l'utilisation des produits phyto au strict nécessaire, informer les habitants avant les traitements...* ». Et à ces derniers de « *se déchausser en entrant chez soi, laver le sol de sa maison avec une serpillière une fois par semaine, limiter la consommation des œufs provenant des poulaillers domestiques, et faire sécher son linge à l'intérieur* » ! Pas question de donner trop d'arguments à l'opposition aux produits phytosanitaires dangereux alors qu'au même moment le sénateur Duplomp revient à la charge pour tenter de démolir les quelques lois qui en réduisent l'usage.

Dans la foulée de la publication de ce rapport, plusieurs réunions publiques ont été organisées à l'initiative de collectifs comme Alerte Pesticides Gironde dans plusieurs communes viticoles, Villenave d'Ornon, Plassac, Saint Macaire... Toutes se sont fait l'écho des préoccupations des habitants, alors qu'en particulier en Gironde 135 écoles se trouvent à moins de 50 mètres des vignes, de leur indignation face à l'incurie de l'Etat. Elles ont aussi été le théâtre de la confrontation entre les riverains non vigneronnes et les vigneronnes eux-mêmes, pour lesquels il est d'autant plus impensable de se passer de pesticides que leur situation économique (en dehors des grands propriétaires) est fragilisée par la crise viticole et les prix bas que leur imposent



les grands groupes capitalistes comme Castel dont ils dépendent pour écouler leur production. « *Nous sommes à un niveau d'effondrement comparable aux mines du nord* » dit l'un d'entre eux tandis que d'autres quittent « *la salle en maugréant contre l'impossibilité de discuter avec la « secte »* » dicit Sud-Ouest (10 avril) qui conclut : « *La voie du dialogue est mince* »...

En réalité, si la voie du dialogue est mince, voire inexistante, c'est que la situation n'a rien d'un affrontement « idéologique » entre « écolos sectaires » et « vigneronnes productivistes ». Elle est l'expression des contradictions insolubles d'un capitalisme à l'agonie. Ce qu'il se passe avec les pesticides dans les vignes s'accompagne de la pollution de divers aliments aux PFAS, au cadmium, etc., tandis que l'on assiste à un recul général de l'Etat sur les maigres mesures prises en faveur de l'environnement. Servis par des lois à la Duplomb, hors de portée des effets des pesticides et autres polluants, une infime minorité fait sa fortune en les vendant, tandis que les producteurs agricoles n'ont pas d'autre choix pour survivre que de s'empoisonner eux-mêmes et leurs familles, d'empoisonner riverains et consommateurs.

A moins qu'ensemble, producteur-trices, consommateur-trices, travailleur-es, nous nous attaquions à mettre fin à ce système condamné dont nous sommes, les uns et les autres, les victimes.

Daniel Minvielle

Pure Salmon, un projet « raisonné et respectueux » ?

Surprise, mercredi 15 avril : la Ministre de la Transition écologique, Nicole Barbut, faisait savoir qu'elle « *n'est pas favorable au projet* » d'installation, au Verdon, du méga élevage Pure Salmon. Cela alors que, le 25 mars, la commission d'enquête chargée d'analyser l'enquête publique rendait un verdict favorable, au mépris de la forte majorité d'avis défavorables.

Sur les 23 000 contributions, venues de toute part, particuliers comme associations de défense de l'environnement et autres, 60 % étaient en effet défavorables, 90 % pour la commune du Verdon. Diverses instances institutionnelles, comme l'agence locale de l'eau, ont déclaré le projet « *incompatible en l'état* » avec la préservation des nappes phréatiques profondes. Dans un Appel pour l'océan, 27 ONG ont dénoncé un projet « *complètement démesuré* »... Selon la commission, qui trouve la démarche

du projet « *raisonnée et respectueuse* », ces contributions défavorables reposeraient sur des « *incohérences successives* » et de « *multiples erreurs de raisonnement* » ...

Le dossier est maintenant entre les mains du CODERST (Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques) qui rendra son avis d'ici deux à quatre mois, après quoi le préfet délivrera (ou pas) l'autorisation environnementale.

Dénonçant la « *partialité* » et le « *manque de neutralité* » de la commission d'enquête, les opposant-es restent mobilisé-es. Quant à la solidité du soutien de la ministre, la prudence est de mise : elle a bien précisé qu'il s'agit d'un avis « *personnel* », et que les procédures suivraient le « *système de règles* » en place ...

D.M.

Budget du conseil départemental à la tronçonneuse

« Le Conseil départemental de la Gironde a présenté, à l'assemblée délibérante réunie le lundi 13 avril 2026, son budget primitif avec un déséquilibre de fonctionnement de 106,9 millions d'euros. Ce budget a été élaboré dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de retour à l'équilibre budgétaire sur 3 ans, signée entre l'État et le Département le 15 janvier 2026. [...] Les services de l'État poursuivront les échanges engagés depuis plusieurs mois avec le département afin de l'accompagner dans la mise en œuvre des engagements fixés par le plan de retour à l'équilibre » prenait note, satisfait, le Préfet dans un communiqué, demandant à la chambre régionale des comptes « qu'elle se prononce sur sa conformité avec les engagements pris dans le cadre du plan de retour à l'équilibre ». Le Président du Département, Gleyze, s'est lui réjoui d'un « budget au service des vulnérabilités humaines et territoriales. Près de 1,8 milliard d'euros qui conjuguent l'exigence de solidarité et la responsabilité budgétaire. [...] Le retour à l'équilibre budgétaire est toujours prévu pour 2028 ».

Tout va donc pour le mieux dans le meilleur des mondes ! Comme si les 107 millions de coupes dans les budgets sociaux du Département, dont dépendent tout le secteur de la protection de l'enfance et les publics les plus précaires, n'avaient pas des conséquences dramatiques pour toute une fraction de la population. L'ensemble des employeurs du secteur social ont vu leurs budgets brutalement amputés. Des « plans de retour à l'équilibre » sont en cours comme à l'Institut Don Bosco ou à l'association El Prado, avec des fermetures de services, des suppressions d'emplois et des licenciements ! D'autres associations, telle TCA (Tout Cérébrolésé Assistance) craignent que leurs programmes de prise en charge de personnes handicapées soit remis en cause...

Mais pas de soucis « le retour à l'équilibre budgétaire » est en route se félicite le président PS du Département !

IU

Les nôtres

Un petit mot pour Suzanne

Suzanne,

Tu n'étais pas conformiste, plutôt fantasque, originale, attachante, élégante et coquette. Avec une ténacité chevillée au corps, toujours prête à défendre tes idées. Tu aimais les livres et l'art sous toutes ses formes.

Tu nous as quittés brutalement, ce n'était pas prévu, même si on voyait depuis quelques temps que la santé ce n'était pas trop ça. Quand on te demandait comment tu allais, tu répondais « à peu près » ...

Un accident, il y a quelques années, avait abîmé tes jambes et ton dos, et réduit ta mobilité et la douleur était là trop souvent, t'empêchant de faire tout ce que tu voulais.

Toute une solidarité existait dans ton immeuble au Grand Parc, des ami-es sur qui tu pouvais compter... Et qui pouvaient aussi compter sur toi.

Une chose à laquelle tu tenais beaucoup : tes idées révolutionnaires. Tu

partageais ta révolte contre ce monde pourri et la misère dans laquelle il laissait les précaires, les retraités, les jeunes... Toi-même tu as eu toute ta vie des boulots précaires et beaucoup aimé ton boulot de formatrice, en particulier.

Des idées qui te révulsaient : les idées d'extrême droite, le racisme, que tu combattais féroce-ment. On a eu beaucoup de discussions à ce sujet, tu étais inquiète.

Ta famille c'était l'humanité, tu étais révoltée par ce qui se passait à Gaza où les principales victimes sont les femmes et les enfants, en Ukraine, en Afrique, le pillage des richesses, les peuples massacrés, tout cela ça ne passait pas.

Heureusement il y avait des moments de détente, comme dans un café à profiter et discuter entre ami-es.

Révolutionnaire tu l'as toujours été, d'abord engagée dans la Fédération Anarchiste dans ta jeunesse, puis tu as



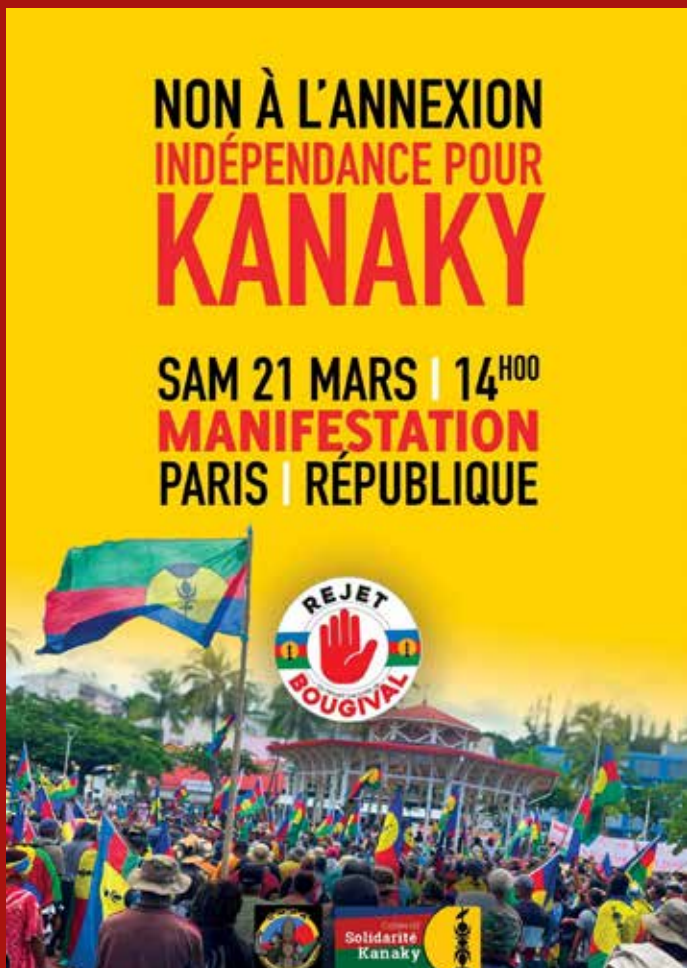
rencontré des militants de Lutte Ouvrière dans les années 90 et a poursuivi ton militantisme avec les camarades de Voix des Travailleurs, puis de la LCR, du NPA, et le NPA R. En défendant toujours l'unité des révolutionnaires, en militant pour un monde pour tous.

Une bataille qu'on va poursuivre...

Les camarades de son comité

Non à Bougival, droit à l'autodétermination en Kanaky !

Le 21 mars, journée internationale contre le racisme, le Collectif Girondin de Solidarité avec la lutte du Peuple Kanak (CGSPK) a organisé un tractage contre l'invisibilisation



totale du passage en force du gouvernement avec l'accord de Bougival.

Cet accord qui, suite à la révolte des kanak en mai 2024, constitutionnalisait un « Etat de Nouvelle-Calédonie », ne changeait rien à la tutelle française sur l'archipel en instaurant un Etat sans moyens d'action, rattaché à la France, avec une « nationalité calédonienne ». Il a été rejeté par les kanak et les indépendantistes.

Car la politique du gouvernement, que ne contestent pas fondamentalement ses oppositions, est de continuer à contrôler ce « caillou » si important pour le vieil impérialisme français, économiquement avec le nickel, et stratégiquement avec la base militaire, névralgique dans le Pacifique.

D'où la terrible répression de la révolte faisant 13 morts kanak, surtout des jeunes, la criminalisation du mouvement avec, en particulier, une soixantaine de déportations en Métropole, certaines durant un an.

Lors des élections municipales s'est encore affirmé un fort courant contre Bougival, en particulier dans le Nord et dans les îles, à l'opposé de la capitale Nouméa « la blanche », majoritairement loyaliste.

Les indépendantistes continuent à défendre que les prochaines élections régionales, qui n'ont pas eu lieu depuis 2019, le soient en mai ou juin avec un corps électoral gelé, c'est-à-dire plus favorable aux peuples originaires et à la revendication d'autodétermination et d'indépendance.

Mónica



<https://npa-revolutionnaires.org/rer2026/>

